

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AFR 46/020/2006 – ÉFAI

Londres, le 3 octobre 2006

Informations complémentaires sur l'AU 247/06 (AFR 46/017/2006, 14 septembre 2006)

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MAUVAIS TRAITEMENTS PRÉOCCUPATIONS POUR LA SANTÉ

ZIMBABWE Lovemore MATOMBO (h), Président du Congrès des syndicats zimbabwéens (ZCTU)
Wellington CHIBHEBHE (h), Secrétaire général du ZCTU
Lucia MATIBENGA (f), première vice-présidente du ZCTU
Des centaines de membres du ZCTU et de Femmes du Zimbabwe, debout ! (WOZA)
Cinq nourrissons

Lovemore Matombo, Wellington Chibhebhe et Lucia Matibenga, tous trois dirigeants du *Zimbabwe Congress of Trade Unions* (ZCTU, Congrès des syndicats zimbabwéens), ont été remis en liberté le 14 septembre 2006. Ces personnes ont été torturées le 13 septembre, au cours de leur garde à vue au poste de police de Matapi. Le 14 septembre, elles ont été transférées au commissariat central d'Harare, puis libérées.

Le 15 septembre, les centaines de membres du ZCTU et de l'organisation *Women of Zimbabwe Arise* (WOZA, Femmes du Zimbabwe, debout !) détenus dans le pays avaient tous été remis en liberté. Certains des membres de WOZA avaient passé quatre nuits en détention. Bien que ces personnes aient finalement été autorisées à consulter leurs avocats, elles n'ont reçu ni alimentation convenable ni soins médicaux adaptés en détention. La femme enceinte qui se trouvait parmi les détenus a dû être emmenée à l'hôpital, où elle a accouché. La maman et son bébé se portent bien.

Ces derniers jours, de nouvelles arrestations ont eu lieu ; selon certaines sources, plusieurs personnes ont récemment été victimes de mauvais traitements au cours de leur garde à vue. Amnesty International a lancé une autre Action urgente (AU 253/06, AFR 46/019/2006, 22 septembre 2006), exprimant sa grave préoccupation face au caractère systématique que semblent prendre les violations des droits humains perpétrées par des policiers à l'encontre de plusieurs centaines de défenseurs des droits humains ayant participé à des manifestations pacifiques. Certaines allégations font état d'actes de torture et d'arrestations arbitraires.

Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels.

Aucune action complémentaire n'est requise de la part des membres du Réseau Actions urgentes.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*